

Les bonnes villes de France du XIVe au XVIe siècle [Bernard Chevalier]

Autor(en): **Bergier, Jean-François**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **34 (1984)**

Heft 1

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

BERNARD CHEVALIER, *Les bonnes villes de France du XIVe au XVIe siècle*. Paris, Aubier Montaigne, 1982. 345 p. («Collection historique»).

Voici un livre stimulant par son approche inhabituelle et quelque peu provocante de l'histoire urbaine, important par les conclusions qu'il dégage sur l'existence, en France entre 1300 et 1600, d'un cycle de l'identité des villes, et séduisant par la couleur, la sensibilité et la vivacité du discours. Le sujet n'est certes pas neuf: l'*Histoire de la France urbaine*, dirigée par Georges Duby, est encore toute fraîche; mais ce livre-ci, préparé parallèlement, n'en est ni le prolongement, ni la contestation. C'est un autre regard. De fait, son originalité ne tient pas à l'information qu'il met en œuvre, si riche soit-elle, puisée aux sources connues et chez les meilleurs auteurs (mais français seulement). Ce qui retient ici, c'est une réflexion renouvelée, qui met en cause beaucoup d'idées reçues, élargit remarquablement l'éventail des perspectives sur la ville et introduit dans la discussion des critères politiques et sociologiques jusqu'alors négligés. A sa parfaite maîtrise du métier d'historien et des concepts qu'il manie avec virtuosité, B. Chevalier allie la finesse de l'intuition. Il fait revivre la ville telle qu'elle grouillait, s'agitait, vibrait de ses passions ou s'assoupissait dans l'ennui et la monotonie. Mais il reproduit en plus l'image que les citadins se dessinaient de leur univers clos. L'image et la réalité s'entrecroisaient, agissaient mutuellement sur le destin des communautés urbaines, grandes et petites. B. Chevalier ne s'est pas laissé enfermer entre les murs des cités qu'il parcourt. Il les interroge aussi avec les questions, les soucis ou les représentations qui sont celles de notre temps; il les soumet au traitement de nos méthodes, de nos sensibilités. En d'autres termes, il les rend présentes, sans trahir le moins du monde la réalité d'un autre temps.

Mais qu'est-ce qu'une «bonne ville»? Le temps a donné à cette formule trop de sens successifs pour serrer dans l'un d'entre eux toute l'épaisseur de la civilisation urbaine. Ce n'est point affaire de statut juridique ni d'institutions, tant ont été diverses, et mouvantes, les conditions des villes à cet égard. Pas davantage celle d'un regard privilégié, ou plus pesant, de l'Etat sur telles villes plutôt que d'autres. Affaire de fortification, de murailles peut-être? Toutes les villes dignes de ce nom sont closes, en effet. Mais le mur n'est qu'un signe, au plus une distinction, une séparation. Ce qui fait la «bonne ville», c'est ce qui est vécu à l'intérieur de l'enceinte. C'est une cohésion, même dans l'inégalité, de la société urbaine. C'est un ensemble d'activités laborieuses, ou ludiques; plus encore, c'est un système de valeurs, objets du XIVe au XVIe siècle d'un consensus que B. Chevalier appelle «l'urbanité», et qui rend solidaires les habitants de la «bonne ville» envers et contre tous, voire contre eux-mêmes. La bonne ville est donc une communauté d'habitat et d'intrérêt qui se gère de façon relativement autonome et s'est pourvue d'un pouvoir interne et d'une force d'attraction qui s'exerce sur l'extérieur. Des plus grandes, les capitales, aux plus modestes, elles sont des chef-lieux. Entre deux cents et trois cents du XIVe au XVIe siècle dans le royaume de France; mais la liste n'en est point constante.

C'est précisément «la longue période des premiers temps modernes, de Philippe le Bel à Henri IV» qui voit les villes assumer peu à peu leur identité face au monde féodal, puis face à l'Etat royal, à travers les crises du XIVe siècle; la renforcer ensuite; et la perdre enfin au profit de la nation centralisée, par la «trahison» des bourgeois eux-mêmes, dont l'élite choisit le parti de l'Etat, et rejette les valeurs et les traditions culturelles sur quoi s'était bâtie la cohésion d'antan. L'équilibre, «nullement égalitaire, mais réel» de la société urbaine réalisé au cours de trois longs siècles se rompt, tendantiellement, autour de 1600. L'urbanité se scinde. Ainsi s'achève une manière de cycle urbain dans la longue durée, qui sert de trame à l'ouvrage.

La démonstration de B. Chevalier n'est cependant pas chronologique. Elle s'organise autour de toutes les exigences et formes de la vie urbaine. Démographie, structures sociales, rapports des villes avec le roi, défense, économie, pouvoir, police, spiritualité et vie religieuse, fêtes, déviations (délinquance, violences) ... L'énumération de quelques têtes de chapitres suggère la richesse des perspectives. Celles-ci assurent un privilège évident à tout ce qui éclaire les sensibilités collectives. Parfois aux dépens des aspects plus rationnels. L'économie urbaine ne reçoit qu'une attention un peu distraite – peut-être se prêtait-elle mal aux révisions tranchantes ... B. Chevalier avance pourtant l'idée originale d'une «révolution industrielle manquée» par la «trahison des bourgeois». Négligeant l'économie de production au profit des offices et des charges royales, l'élite urbaine aurait abandonné même le commerce à une sorte de classe moyenne moins préparée à prendre des initiatives et freinée dans ses élans par l'organisation sociale des métiers (confréries, puis corporations). Les prémisses sont correctes, mais la conclusion – la révolution industrielle manquée – trop hâtive: elle n'a pas eu lieu non plus ailleurs, en Allemagne par exemple, où la bourgeoisie diffère pourtant sensiblement du modèle français et n'a guère dédaigné, aux XVe et surtout au XVIe siècle, ni les «métiers mécaniques», ni la spéculation du capitalisme commercial. La révolution industrielle n'a pas été «manquée» au XVIe siècle. Les conditions préalables n'étaient pas encore réunies.

Fasciné, souvent séduit, j'avoue pourtant n'avoir pas été toujours convaincu. Les démonstrations de B. Chevalier sont pleines de verve, éblouissantes parfois – mais la réalité n'en sort-elle pas trop simplifiée? La conviction et l'enthousiasme de l'auteur – en toute indépendance d'esprit – ne l'entraînent-ils pas à écarter des nuances, des objections possibles, à surévaluer les caractères neufs qu'il pense déceler dans la société urbaine? De multiples exemples sont déversés à l'appui du propos, dans une sélection inévitable et nécessaire dont je ne mets pas en doute la sincérité intellectuelle; mais sont-ils chaque fois aussi probants qu'ils voudraient l'être? Le lecteur hésite, bute, s'émerveille puis s'étonne, tel le spectateur d'un habile magicien ... Pareille incertitude – toute occasionnelle, je le répète – peut tenir à deux partis pris de l'auteur. D'abord la concision résolue du propos sur un sujet si vaste, sa densité donc. Si le discours ne manque jamais de tempérament, il n'est pas toujours limpide. Ensuite l'horizon retenu, le royaume de France, sans référence à quelque autre modèle.

Or, le royaume est vaste. Trop vaste, et trop riche en contrastes physiques et humains de toutes sortes pour qu'il puisse enfermer toutes ses bonnes villes dans un modèle unique. La nuance est bien marquée, au passage, entre Languedoil et Languedoc, entre nord et sud de la Seine ou de la Loire; mais d'autres contrastes méritaient d'être marqués: villes de frontières (soumises à des influences étrangères) et villes de l'intérieur; ports et villes du continent; villes de plaines et de piémont ... D'autre part: jusqu'à quel point les valeurs de la civilisation urbaine et leur système, qui est ici au cœur du propos, sont-ils réservés à un royaume qui ne s'est pas constitué par un groupement de villes, mais par un rassemblement de provinces? Il est certain, et B. Chevalier le souligne nettement, qu'un caractère essentiel de l'histoire des villes françaises réside dans leur rapport très particulier avec le pouvoir royal et ses représentants. Tantôt rapport d'opposition (1300–1440), tantôt «entente cordiale» (1440–1540) ou nouveaux conflits dont la ville sort battue. Mais c'est un caractère parmi d'autres qui sont assurément plus universels. Or, il n'est fait pratiquement aucune référence aux villes situées hors du royaume. Rien, en particulier, sur les villes de l'Empire – la riche littérature à leur sujet, de même que tous les travaux en allemand sur les villes en général sont absents de la bibliographie pourtant fort riche (sauf une allusion à H. Ammann, cité indirectement). Des similitudes, ou des différences, même brièvement suggérées, eussent tantôt conforté l'auteur dans sa thèse,

tantôt introduit d'appréciables nuances. Elles auraient institué le débat sur une base à la fois plus large et plus ferme.

La synthèse proposée par B. Chevalier ne peut donc encore être que partielle. Elle n'en est pas moins précieuse et l'histoire urbaine du début de l'âge moderne en tiendra compte désormais. Elle regroupe des perspectives que l'érudition technique de la dernière génération avait par trop dissociées. Elle replace surtout au centre de nos réflexions d'historiens le concept de valeurs collectives. Elle montre encore qu'une société puise sa force dans son attachement à un système de valeurs. C'est la morale de cette histoire.

Zoug

Jean-François Bergier

Giovanni et Girolamo Verrazano, navigateurs de François Ier. Dossiers de voyages établis et commentés par MICHEL MOLLAT DU JOURDIN et JACQUES HABERT. Paris, Imprimerie Nationale, 1982. 248 p. (Coll. «Voyages et Découvertes», no 2).

Giovanni Verrazano et son frère Girolamo (Jérôme) sont célèbres en Amérique surtout: ils furent, en 1524, les premiers navigateurs à explorer la côte orientale de l'Amérique du Nord, de la Floride à Terre-Neuve, et à reconnaître, entre autres, le site actuel de New York – qu'ils baptisèrent «Angoulême». A l'entrée de la rade, le pont suspendu réalisé par l'ingénieur schaffhousois Othmar Ammann et ouvert en 1964 – alors le plus long du monde – porte le nom de Verrazano. Les mérites des deux frères et l'intérêt historique qu'ils présentent ne s'arrêtent pourtant point à la performance d'un premier voyage. Toscans d'origine (le bourg de Greve in Chianti se flatte d'être leur patrie), ils sont peut-être nés en France (à Lyon), où ils mirent en tout cas leur talent et leur esprit d'entreprise au service de François Ier. Voulu par ce dernier, financé par les banquiers florentins de Lyon, le premier voyage fut conçu par Giovanni et organisé par lui en Normandie; la mission était de repérer un passage septentrional entre l'Atlantique et le Pacifique. Un tel objectif ne fut évidemment pas atteint. Mais Giovanni laissa de cette expédition une relation, brève mais d'une portée considérable pour la connaissance géographique et ethnographique de l'Amérique du Nord. Quant à Girolamo, il dessina à partir de ses observations plusieurs cartes, conservées dans diverses bibliothèques. Les Verrazano ne s'en tinrent pas à leur premier demi-succès. Ils firent en 1526-1528 un deuxième et très long voyage en Amérique du Sud et jusqu'au Cap, avec prolongement dans l'Océan Indien pour l'un des navires. Le troisième voyage (1528) fut tragique: Giovanni fut dévoré par des cannibales sur une île des Caraïbes, sous les yeux de son frère resté à bord, impuissant. Girolamo ramena donc seul l'expédition, avant d'entreprendre la quatrième, brésilienne, en 1529.

La signification de ces voyages répétés à court intervalle n'est guère d'ordre économique: en fait de richesses d'outre-mer, Girolamo ne ramène du troisième et du dernier voyage que des cargaisons de bois brésil utiles à la teinture des draps normands. Elle est plutôt politique, en marquant la détermination de François Ier de s'assurer «une portion de l'héritage d'Adam», soit de participer au partage des ressources du monde à l'heure où les Ibériques ont déjà pris l'avantage en Orient et en Amérique centrale. Les événements d'Europe ne lui laissent pas les moyens ni le loisir d'exploiter les perspectives ouvertes par les Verrazano – il attendra l'établissement de Jacques Cartier au Québec, en 1534. Ce qu'il reste cependant des entreprises des deux frères, c'est une extraordinaire aventure humaine, imprégnée des courants et des mythes de la Renaissance (et d'une expérience très méditerranéenne), mais témoin aussi des curiosités avides et des peurs vaincues de ce temps. Et, plus concrètement, la belle relation du premier voyage, le plus significatif, par Giovanni.